



Pour la population, il faut maintenant des décisions claires en matière de politique européenne

Le Conseil fédéral a décidé de ne pas signer l'accord-cadre et poursuit après cette décision sur un principe de limitation des dégâts. Il ne parvient pas à fixer des objectifs durables en matière de politique européenne. Il est donc d'autant plus important que des mesures concrètes pour les gens vivant en Suisse et dans les pays européens soient maintenant mises en œuvre rapidement.

Dans la politique de coopération avec l'Union européenne, le PS Suisse demande donc à court terme l'application des trois mesures suivantes :

Pour les jeunes en formation

La Suisse doit participer au programme européen pour l'enseignement et la formation professionnelle, la jeunesse et le sport « **Erasmus+** ». Le PS demande une association immédiate et complète en tant que pays du programme pour la période de programme en cours 2021-2027, comme nous l'avons déjà fait en 2011-2013. Le programme permet d'importants échanges et d'importantes expériences d'apprentissage au niveau européen dans tous les domaines de la formation. Les termes de cette association peuvent être négociés et définis dans un accord parallèlement à la participation au programme de recherche.

Pour la recherche et l'innovation

Pour les chercheurs/euses des hautes écoles et des PME, la participation aux programmes européens d'innovation et de recherche est essentielle pour assurer la viabilité future des places de travail en Suisse également. Il faut assurer rapidement la participation de notre pays au programme de recherche « **Horizon Europe** » et au programme « **Digital Europe** » de l'UE. On ne peut pas faire de la recherche sur les technologies d'avenir tout seul – la coopération transfrontalière à l'échelle européenne est favorisée par la coopération en matière de recherche.

Pour le renforcement de la solidarité

La Suisse devrait participer au « **Corps européen de solidarité** » en tant que pays du programme ou pays partenaire. Début mai, le Conseil national a adopté la motion de Martina Munz intitulée « Promouvoir l'engagement volontaire. Adhérer au Corps européen de solidarité » (19.3614). Cette motion charge le Conseil fédéral d'entamer des négociations avec l'UE afin que la Suisse puisse rejoindre le plus rapidement possible le programme du

Corps européen de solidarité. Le PS Suisse exige que cette option de participation soit elle aussi négociée avec l'UE cette année encore.

Toutes les possibilités de participation doivent être négociées en parallèle par le Conseil fédéral cette année et réglées avec l'Union européenne dans un accord multi-programme global pour **Erasmus+, Horizon Europe, Digital Europe et pour le Corps européen de solidarité (European Solidarity Corps)**.

Pour une contribution à la cohésion sans blocage

La contribution de la Suisse à la politique européenne de cohésion, bloquée par la majorité conservatrice du Parlement, doit être débloquée lors de la session d'automne. Le PS soutient ce déblocage comme un acte européen urgent de solidarité. Toutefois, le déblocage des ressources financières de la contribution à la cohésion et la prise de décision sur la participation aux programmes susmentionnés doivent aller de pair. Ce n'est que de cette manière qu'une perspective commune pour l'avenir pourra être rendue visible de manière contraignante pour la population de la Suisse et des États membres de l'UE.